

IL NE FIGURE PAS PARMI LES ANIMATEURS DU MEETING DE CE JEUDI

Tabbou écarté de la dissidence du FFS

Tout porte à croire que le mouvement de contestation de l'actuelle direction du FFS tange, et sérieusement, avec une toute première friction enregistrée lors du tout dernier conclave tenu il y a une quinzaine de jours, celle de Karim Tabbou qui semble être indésirable parmi ses pairs contestataires après avoir subi le même sort du côté des actuelles instances du parti.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le document rendu public hier et signé des cadres et militants du plus vieux parti de l'opposition révèle, on ne peut plus clair, cette friction puisqu'il est clairement indiqué que cette rencontre publique prévue au théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou à partir de 11h sera animée par Mustapha Bouhade, Samir Bouakour, Ali Kerboua, Djoudi Mammeri, Djamel Zenati et d'autres militants et cadres du parti. Donc pas de trace du nom du prédécesseur de Ali Laskri au poste de premier secrétaire du parti, en l'occurrence Karim Tabbou dont l'abandon du dernier conclave des Ouadhias était le signe avant-coureur d'une rupture inévitable d'avec ses pairs contestataires de l'actuelle direction du parti.

C'est que pour ceux qui suivent de près, les affaires du FFS, Tabbou traîne une double «caselle». Celle d'abord de son tout nouveau statut de député, que bien des militants des deux «camps» lui reprochent, lui qui ne cessait de claronner à qui voulait

bien lui prêter une oreille attentive qu'il était contre la participation aux dernières législatives avant qu'il ne porte l'estocade en accusant l'équipe à Laskri d'avoir adopté une ligne stratégique opposée à celle originelle du parti et surtout d'avoir concocté un deal avec le pouvoir en contrepartie d'un quota de sièges. Plus que cela, l'enfant des Aït-Bouaddou est allé jusqu'à accuser l'actuelle direction du parti d'avoir accepté d'indus sièges de députés que le Conseil constitutionnel lui aurait offert, notamment à Bordj-Bou-Arréridj.

Ensuite, le fait que Tabbou se retrouve, au hasard des conjonctures, en compagnie d'anciens cadres du parti qu'il a lui-même «balancés» dans la dissidence du temps où il était à la tête du parti. C'était en 2006 quand il avait opéré, sous l'œil bienveillant du président du parti, une véritable purge avec la mise sur la touche de nombreux cadres et militants.

Ces derniers se sentent, désormais, dans la peau des dissidents les plus légitimes, en voulant terriblement à tous ces contestataires



Rupture inévitable entre Karim Tabbou et les contestataires.

de la 25^e heure, dont notamment Tabbou, qu'ils soupçonnent de vouloir leur faire subtiliser une «cause» qui est loin d'être la leur. Et c'est pour cela qu'ils l'ont invité solennellement, lors du conclave des Ouadhias, à s'excuser et à faire son mea-culpa, ce dont Tabbou n'a pas voulu entendre parler, préférant quitter les travaux, signant par là, une rupture inévitable.

Pour revenir à l'appel d'hier, les contestataires du FFS relèvent que «cinquante ans après le recouvrement de la souveraineté nationale, le peuple algérien subit toujours la violence d'un système autoritaire et prédateur qui le prive de ses droits historiques légitimes». Et de regretter que «les

sacrifices consentis pour que notre pays retrouve la liberté, la justice et la dignité soient sacrifiés au nom d'une légitimité historique dont se sont servis les pouvoirs successifs pour s'arroger le droit de disposer à leur guise de l'Algérie et de ses richesses».

Relevant que le pays s'enfoncé dans «l'improvisation, la non-gouvernance et le contre-développement», Bouhade et ses commandes dénoncent, en outre, que des sommes faramineuses sont dépensées pour faire la promotion d'une dictature, et ce au moment où de jeunes Algériens qui voulaient honorer les engagements de leurs aînés pour une Algérie démocratique sont arbitrairement arrêtés». Les contestataires du

FFS, pour qui «le patriotisme aujourd'hui, c'est la démocratie !», considèrent que l'heure est venue pour mettre fin à cette logique de confiscation de l'histoire et du pouvoir et que «l'honneur de l'Algérie, à l'heure des bouleversements géopolitiques, réside dans la restitution au peuple algérien de son droit imprescriptible à l'auto-détermination, individuel et collectif».

En refusant qu'un instrument de lutte démocratique, le FFS, «soit confisqué et instrumentalisé pour servir de béquille politique à un pouvoir despotique», interpellant, au passage, non seulement les militants et les sympathisants mais l'ensemble des patriotes et des démocrates de notre pays, soucieux de préserver l'espoir d'un Algérie libre et heureuse».

«La construction d'une alternative démocratique à la catastrophe nationale est une tâche politique urgente, seule à même de préserver notre jeune nation, de la libérer du despotisme et de la propulser au rang d'une grande puissance régionale», concluent les dissidents du FFS qui placent leur meeting de jeudi sous le triptyque «éviter que notre pays sombre dans le chaos, protéger l'avenir des nouvelles générations et provoquer un sursaut démocratique et patriotique».

M. K.

CÉLÉBRATION DU CINQUANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Akkouchi dénonce le caractère budgétivore et folklorique

Le caractère exclusivement festif qui a caractérisé la célébration officielle du cinquantenaire de l'indépendance du joug colonial français est loin d'être du goût du secrétaire général du mouvement Islah qui crie à une velléité de passer sous silence le contentieux historique d'avec l'ancienne puissance coloniale.

Hamlou Akkouchi désapprouve aussi bien dans le fond que dans la forme cette célébration qu'il considère à la fois «folklorique» et surtout «onéreuse». S'exprimant ce samedi à l'ouverture d'une réunion ayant regroupé les chefs des bureaux de wilaya du mouvement, il n'y est pas allé par trente-six chemins pour crier à la dilapidation des deniers publics au moment où, dira-t-il, l'on brandit la «menace» d'une austérité du fait du recul des rentes pétrolières. Et de dénoncer le caractère presque exclusivement festif des festivités de cet événement majeur, citant en exemple des concerts, notamment celui animé par cette artiste libanaise qui, en plus du mirobolant cachet qu'elle a reçu et qui a suscité, pour rappel, une levée de boucliers entre la ministre de la Culture et l'organisateur de l'événement, la mairie d'Annaba en l'occurrence, a mobilisé près d'un demi-millier de policiers pour sa seule sécurité.

Ou encore cette soirée donnée par une troupe française dont les artistes filles «dansaient presque nues», regrettera Akkouchi qui s'appesantira sur les spectacles pyrotechniques des mercredi, jeudi et vendredi derniers à la fois chers et nullement opportuns. «C'est un message clair du pouvoir pour le peuple : chante et danse et ne demande surtout pas de comptes et de bilan», affirmera-t-il encore. Et pour parler justement de bilan, le secrétaire général du mouvement Islah dénoncera énergiquement la promotion personnelle que s'est offert le président de la République à travers les fameux suppléments chèrement payés sur l'argent du Trésor public dans les plus grands quotidiens de par le monde. «Au lieu d'un bilan global des cinquante ans d'indépendance, Bouteflika s'est limité à faire son propre bilan comme si le pays n'a connu d'autre président que lui», s'emportera Akkouchi.

Encore que, poursuivra-t-il, même ce bilan «maquillé» a péché par des étapes sciemment oubliées comme celle de la réconciliation nationale ou encore celle de la tragédie nationale effleurées dans la chorégraphie produite à l'occasion par l'ONCI (l'Office national de la culture et de l'information). Pour Akkouchi, cette manière de célébrer un événement de la grandeur du cinquantenaire de l'indépendance est loin d'être fortuite car, selon lui, s'inscrivant en droite ligne d'une «velléité» du pouvoir de passer outre le lourd contentieux historique d'avec l'ancienne puissance coloniale dans la perspective de nouvelles relations bâties en faisant table rase du «passé». «Ce que nous n'accepterons jamais. D'ailleurs, nous ferons du fameux projet de loi criminalisant le colonialisme notre principal cheval de bataille dans le cadre du groupe parlementaire de l'Alliance de l'Algérie verte dont El Islah est partie prenante», dira-t-il.

Le secrétaire général du mouvement Islah n'a pas manqué de bifurquer sur l'actualité politique nationale marquée, dira-t-il, par une «congélation» et une paralysie totale et ce, regrettera-t-il, aux antipodes de ce qui était attendu des législatives du 10 mai dernier, quand on promettait que ces dernières allaient booster la scène nationale.

M. K.

PARTICIPATION DU PT AUX ÉLECTIONS LOCALES

«C'est le comité central qui tranchera», selon Louisa Hanoune

C'est le comité central du Parti des travailleurs (PT) qui décidera en septembre prochain si oui ou non le parti prendra part aux prochaines élections locales, a déclaré, hier, Louisa Hanoune, secrétaire générale du PT, en marge de la réunion de la commission des femmes travailleuses.

F.-Zohra B. Alger (Le Soir) - Le comité central du PT devrait trancher, selon Louisa Hanoune, en prenant en considération les événements à l'ordre du jour sur la scène nationale.

La secrétaire générale du parti dira que les militants et les dirigeants du parti se mobiliseront, encore une fois, s'il y a lieu d'aller vers le rendez-vous des locales. Le but étant, selon Louisa Hanoune, de prendre en charge les besoins des différentes catégories sociales. Elle poursuivra en précisant que son parti dans son ensemble «poursuivra son combat en vue de garantir la concrétisation de ses objectifs, parmi lesquels figure la forte participation de la gent féminine dans les Assemblées communales élues». Revenant à son discours habituel, Louisa Hanoune mettra en garde contre les pressions étrangères et exté-



Louisa Hanoune égale à elle-même.

rieures «dans le cas où les élections se dérouleraient dans un climat où seraient absentes la transparence et la démocratie».

S'agissant de la commémoration du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, la secrétaire générale du PT a mis en évidence, devant les militantes du parti, les acquis des femmes algériennes avant et après l'indépendance. Elle dira à ce propos que son parti renouvelle son soutien à ces acquis. Elle précisera, par ailleurs, que les femmes du Parti des travailleurs en tant que militantes «inscrivent leurs actions dans la continuité du combat des femmes révolutionnaires comme la Révolution algérienne a libéré les actions et le

combat des femmes». Selon Louisa Hanoune, la souveraineté populaire est une condition importante pour une libération nationale générale, notant, par ailleurs, qu'il est important d'aller vers des élections pour une Assemblée constituante souveraine.

La secrétaire générale du Parti des travailleurs critiquera, en outre, la décision du ministre des Finances, Karim Djoudi, et qui concerne le gel de la décision des augmentations des salaires des travailleurs de la Fonction publique. Elle notera, à ce propos, que des travailleurs n'ont pas bénéficié à ce jour d'augmentation de leurs salaires.

F.-Z. B.